

## **Message du Président de la Fondation Genève Place Financière**

par Nicolas Pictet

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, j'ai eu le privilège de reprendre la présidence de Genève Place Financière des mains de Bernard Droux, à qui je tiens à rendre hommage ici pour avoir œuvré sans relâche en faveur d'un secteur bancaire et financier en pleine mutation. Mes remerciements vont également à Steve Bernard, qui a quitté la fonction de directeur de la Fondation au 31 décembre 2013 après s'être pleinement investi dans la promotion et la défense de la Place. Je souhaite plein succès au nouveau directeur, Edouard Cuendet, qui mettra toute son énergie à relever les nombreux défis qui nous attendent ces prochaines années.

Les enjeux sont en effet considérables : il s'agit de tout mettre en œuvre pour que Genève conserve son rang dans le palmarès des places financières globales, où elle occupe actuellement une enviable 9<sup>ème</sup> place. Ce succès repose sur les trois piliers que sont la gestion de fortune privée et institutionnelle, le financement du négoce de matières premières et la banque commerciale et de détail.

Dans le domaine de la gestion de fortune, le règlement du passé, en particulier avec les Etats-Unis va encore mobiliser nos énergies. La problématique de l'accès aux marchés étrangers revêt également une importance cruciale. Dans ce débat, le marché européen reste prioritaire. Il faut que les intermédiaires financiers helvétiques puissent fournir depuis la Suisse leurs services à une clientèle étrangère exigeante. A défaut, les banques n'auront d'autre choix que de déplacer des forces de travail dans l'Union européenne. Le résultat de la votation du 9 février 2014, dont nous avons pris acte, ne va sans doute pas faciliter la tâche des négociateurs suisses en la matière.

L'impact de cette décision du peuple suisse sur la libre circulation des personnes n'est pas encore connu. Genève Place Financière participera activement au débat qui va s'instaurer à ce propos. En effet, pour demeurer un centre d'excellence, Genève doit pouvoir compter non seulement sur des compétences issues du canton et de toute la Suisse, mais également sur des talents en provenance de l'étranger. Un système de contingents rigides et administrativement pesant risque de dissuader une main d'œuvre qualifiée de venir à Genève.

Notre canton est aussi un centre d'envergure mondiale dans le domaine du financement du négoce des matières premières. Le maintien à Genève de cette source de prospérité dépend de conditions-cadre favorables. La fiscalité en fait sans conteste partie. La Fondation s'engagera avec détermination aux côtés du Conseil d'Etat genevois et des associations économiques pour faire aboutir l'indispensable réforme de l'imposition des entreprises et fixer un taux unique à 13%.

Des décisions claires sont donc attendues tant dans le domaine de la (libre) circulation des personnes que dans celui de la fiscalité. Elles sont nécessaires pour assurer la sécurité juridique, fondement de l'attractivité économique.

L'activité de banque de détail et de banque commerciale fait partie intégrante d'une place financière diversifiée. On rappellera ici que, durant la crise financière, les entreprises suisses ont continué à pouvoir bénéficier de crédit en suffisance à des taux historiquement bas, contrairement à leurs homologues en Europe. Ce phénomène positif est notamment dû à l'abondance d'actifs de clients étrangers déposés auprès d'établissements helvétiques. En matière de fonds propres et d'hypothèques, il convient certes d'appliquer les standards internationaux et d'éviter l'éclatement de bulles spéculatives. Il faut en revanche se garder d'imposer des contraintes trop lourdes aux banques, allant au-delà des exigences en vigueur à l'étranger. A défaut, le risque d'assécher le marché du crédit, tant hypothécaire que commercial, n'est pas négligeable. A Genève, on relèvera au passage que le volume des transactions immobilières s'est déjà réduit et que la dynamique des prix s'est inversée.

Le maître mot pour assurer le succès de la place financière genevoise à l'avenir est la compétitivité. Nous avons vu plus haut que cela passe notamment par une fiscalité attractive pour les entreprises et par la possibilité de continuer à attirer des compétences à Genève. Mais ce n'est pas suffisant. Cette compétitivité peut malheureusement être mise à mal par une réglementation trop rigide. A cet égard, la Fondation appelle le Conseil fédéral et l'Autorité de surveillance (la FINMA) au dialogue pour qu'un cadre législatif adapté soit mis en place pour la place financière. Gardons-nous de tout « Swiss Finish » qui nous mettrait dans une situation compétitive désavantageuse par rapport à nos concurrents étrangers ! Dans ce contexte, la Fondation sera particulièrement attentive à la future Loi fédérale sur les services financiers (FIDLEG) qui définira les contours de l'activité des intermédiaires financiers en Suisse, en reprenant les grands principes de la Directive européenne MiFID.

En conclusion, il apparaît que les dossiers sont aussi nombreux que brûlants et la Fondation les saisira à bras le corps, en collaboration avec les autorités cantonales, les partis politiques et les autres associations économiques. Toutefois, au-delà de ces aspects législatifs et réglementaires, une place financière ne serait rien sans les forces de travail qui la composent. A Genève, nous pouvons compter sur plus de 30'000 collaboratrices et collaborateurs motivés et compétents. Le renforcement de ce niveau d'excellence fait partie des priorités de la Fondation. Elle met donc un accent tout particulier sur les questions liées à la formation, depuis l'apprentissage jusqu'à la recherche fondamentale. C'est là que réside pour l'avenir le maillon essentiel de toute la chaîne de valeur qui fait la fierté de notre place financière !

Nicolas Pictet  
Président  
Fondation Genève Place Financière

Genève, le 8 avril 2014